

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU MAIRE

Décision Municipale N° DM2026_03_015

**OBJET : RENONCIATION EXERCICE DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN-BIEN
SITUÉ AU 849, AVENUE DE LA PLAINE**

Le Maire de la Commune de Marignier,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 relatif aux délégations du Conseil Municipal au Maire ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L213-1 et suivants et R213-4 et suivants ;

Vu la délibération DEL201912_112 en date du 09 décembre 2019 approuvant le PLU ;

Vu la délibération DEL201912_113 en date du 09 décembre 2019 instaurant le droit de préemption simple sur la commune ;

Vu la délibération DEL2026_03_045 en date du 21 mars 2026 portant délégation d'attribution du Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), établie par Maître Romain POUZOL, domicilié 9 avenue de la Libération à 74300 CLUSES, reçue en mairie le 23 mars 2026, portant sur les biens cadastrés section AE n°318, 319 et 147 d'une superficie totale de 242 m², situés au 849 avenue de la Plaine, dont le prix de vente est de 290 000 € ;

Considérant que le bien faisant l'objet de cette DIA se trouve inclus dans une zone couverte par le Droit de Préemption instauré par la commune ;


Considérant que l'acquisition de ce bien ne présente pas un intérêt communal ;

D É C I D E

ARTICLE 1^{er} : DE RENONCER à préempter le bien situé 849, avenue de la Plaine, objet de la DIA susvisée

ARTICLE 2 : Madame la Directrice Générale des Services adjointe est chargée de l'exécution de la présente décision

« Certifié exécutoire »
Télétransmis en Sous-préfecture
Le 02/04/2026
Mis en ligne le 02/04/2026
Pour le Maire et par délégation,
Virginie DESCHAMPS
Directrice Générale Adjointe



A Marignier, le 31 mars 2026

Le Maire,
Christophe PERY



La présente décision peut faire l'objet, dans les deux mois à compter de la date à laquelle elle a acquis un caractère exécutoire, d'un recours gracieux auprès de son auteur ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.